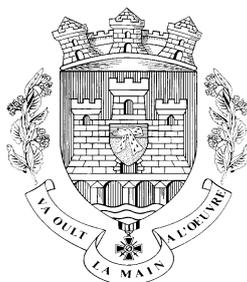


MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

VILLE DE L'ISLE-ADAM
45 Grande Rue
95290 L'ISLE-ADAM



**TRAVAUX D'ENFOUISSEMENT DE RESEAUX
RUE SAINT LAZARE
(entre l'avenue Beauséjour et le Carrefour des Alliés)**

Règlement de la Consultation

Date et heure limites de réception des offres :

Le jeudi 9 juillet 2020 à 12h00

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

SOMMAIRE

<u>ARTICLE 1 : QUALITE DU POUVOIR ADJUDICATEUR</u>	3
<u>ARTICLE 2 : OBJET DE LA CONSULTATION</u>	3
2.1 – PRESENTATION GENERALE	3
2.2 – CODES CPV	3
<u>ARTICLE 3 : CONDITIONS DE LA CONSULTATION</u>	3
3.1 - ETENDUE DE LA CONSULTATION	3
3.2 - DECOMPOSITION DE LA CONSULTATION	3
3.3 – VARIANTES ET OPTIONS	3
3.4 - CONDITIONS DE PARTICIPATION DES CONCURRENTS	4
3.5 - DELAI DE VALIDITE DES OFFRES	4
3.6 - MAITRISE D'ŒUVRE	4
3.7 – DUREE DU MARCHE	4
3.8 - DELAIS D'EXECUTION	4
<u>ARTICLE 4 : DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES</u>	4
4.1 - CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES	4
4.2 - MISE A DISPOSITION DU DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES PAR VOIE ELECTRONIQUE	5
4.3 - MODIFICATION DE DETAIL AU DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES	5
<u>ARTICLE 5 : PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES</u>	5
5.1 - AU TITRE DE LA « CANDIDATURE »	6
5.2 - AU TITRE DE L' « OFFRE »	7
5.3 – VISITE SUR SITE	8
<u>ARTICLE 6 : SELECTION DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES</u>	9
6.1 - CRITERES DE JUGEMENT DES CANDIDATURES	9
6.2 - CRITERES DE JUGEMENT DES OFFRES	9
6.3 – NEGOCIATION	12
<u>ARTICLE 7 : CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES PLIS PAR VOIE ELECTRONIQUE</u>	12
<u>ARTICLE 8 : ATTRIBUTION DU MARCHE</u>	14
<u>ARTICLE 9 : RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES</u>	15

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

Article 1 : Qualité du pouvoir adjudicateur

VILLE DE L'ISLE-ADAM
45 Grande Rue
95 290 L'ISLE ADAM
Tél : 01.34.08.19.19 – Fax : 01.34.08.19.18

Article 2 : Objet de la consultation

2.1 – Présentation générale

Les stipulations du présent règlement de la consultation concernent **les travaux de dissimulation des réseaux rue Saint Lazare à l'Isle-Adam.**

Les interventions liées à cette opération sont décrites dans les cahiers des clauses techniques particulières (C.C.T.P.).

Lieu(x) d'exécution : rue Saint Lazare (entre l'avenue Beauséjour et le Carrefour des Alliés) 95290 L'Isle-Adam.

2.2 – Codes CPV

<i>Code CPV</i>	<i>Description</i>
45232300 - 5	Travaux de construction de lignes téléphoniques et de lignes de communications et ouvrages annexes
45112100-6	Travaux de creusement de tranchées
45222000-9	Travaux de construction d'ouvrages de génie civil, excepté ponts, tunnels, puits et passages souterrains
45112310-1	Travaux de remblayage

Article 3 : Conditions de la consultation

3.1 - Etendue de la consultation

La présente consultation est passée selon une procédure adaptée en application des articles L2123-1 et R2123-1 du Code de la commande publique.

3.2 - Décomposition de la consultation

Il n'est pas prévu de décomposition en lots. La dévolution en lots séparés étant de nature à rendre l'exécution du marché difficile et pouvant engendrer pour la ville des coûts supplémentaires. Les travaux ne sont pas divisés en tranches.

3.3 – Variantes et options

Les variantes ne sont pas autorisées.

3.4 - Conditions de participation des concurrents

L'offre sera présentée par une seule entreprise ou par un groupement. En cas de groupement, la forme souhaitée par le pouvoir adjudicateur est un groupement solidaire ou conjoint avec mandataire solidaire.

Si le groupement attributaire du marché est d'une forme différente, il pourra se voir contraint d'assurer sa transformation pour se conformer au souhait du pouvoir adjudicateur tel qu'il est indiqué ci-dessus.

Les candidats peuvent présenter une offre, soit en qualité de candidats individuels, soit en qualité de membres d'un ou plusieurs groupements. Ils ne peuvent donc pas cumuler les deux qualités. Un même prestataire ne pourra pas être mandataire de plus d'un groupement pour un même marché.

3.5 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à **90 jours** à compter de la date limite de réception des offres.

3.6 - Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par :

ACTEON

4bis, rue de Villiers Adam - 95290 L'ISLE-ADAM

Tel : 01 34 73 19 16 - Fax : 01 84 10 55 46

Email : bet.acteon@wanadoo.fr

3.7 – Durée du marché

Le marché est prévu pour une durée allant de la notification jusqu'à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement des travaux.

3.8 - Délais d'exécution

La date de commencement du marché sera fixée par le maître d'ouvrage et figurera dans l'ordre de service.

Le délai d'exécution des travaux, à compter de l'ordre de service, est fixé à 5 mois, période de préparation de chantier de 2 mois non comprise.

La date prévisionnelle de début de la phase de préparation est mi-septembre 2020.

Article 4 : Dossier de consultation des entreprises

4.1 - Contenu du dossier de consultation des entreprises

Le dossier de consultation des entreprises est constitué des documents suivants :

- Le règlement de la consultation (R.C.);
- L'acte d'engagement (A.E.) ;
- Le cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P);
- Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.);
- Le Bordereau des Prix Unitaires (BPU);
- Le Détail quantitatif estimatif (DQE);
- Dossier réponses aux DT ;

- Le diagnostic amiante ;
- Plan de situation ;
- Dossier plans ;
- PGCSPS ;
- L'attestation de visite.

Le Cahier des Clauses Administratives Générales - Travaux (arrêté du 8 septembre 2009), applicable au présent marché et non joint au dossier est présumé connu du soumissionnaire. Il est disponible à l'adresse internet suivante : <http://www.legifrance.gouv.fr>

4.2 - Mise à disposition du dossier de consultation des entreprises par voie électronique

Conformément à l'article R3132-2 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur met à disposition le dossier de consultation par voie électronique, à l'adresse suivante :

<http://www.marches-publics.info/>

Les communications et les échanges d'informations avec les opérateurs économiques seront effectués par l'intermédiaire du profil acheteur.

Ce mode de transmission est obligatoire pour l'ensemble des échanges (présentation des candidatures et des offres, demandes de régularisation ou de précision éventuelle et réponse à ces demandes).

Le candidat doit impérativement transmettre une adresse mail valide pendant toute la durée de la procédure et s'engage en cas de modification de celle-ci à avertir le pouvoir adjudicateur dans les plus brefs délais.

Celle-ci permettra la notification de documents et ou la transmission d'informations.

4.3 - Modification de détail au dossier de consultation des entreprises

4.3.1 - De la part du candidat

Les candidats sont dans l'obligation de présenter une offre conforme à la demande du pouvoir adjudicateur.

4.3.2 - De la part de la Ville de L'Isle-Adam

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détails au dossier de consultation en respectant un délai minimal de 5 jours calendaires décomptés à partir de la date d'envoi de l'additif à tous les candidats, jusqu'à la date limite de remise des candidatures et des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Les modifications seront alors notifiées dans la même forme aux candidats (via le profil acheteur de la ville) qui devront alors répondre sur la base du dossier modifié.

Si la date pour la remise des candidatures et des offres est reportée au cours de l'étude du dossier, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

Article 5 : Présentation des candidatures et des offres

Les offres des concurrents seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Le dossier à remettre par chaque candidat comprendra les pièces suivantes :

5.1 - Au titre de la « candidature »

En application des articles R2143-3 et R2143-4 du code de la commande publique et de l'arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des renseignements et des documents pouvant être demandés aux candidats aux marchés publics (annexe 9 du code précité), l'opérateur économique doit produire les documents et/ou renseignements rédigés en langue française suivants :

1. ***une lettre de candidature et d'habilitation du candidat individuel ou du mandataire par ses co-traitants le cas échéant, établie sur papier libre ou sur l'imprimé DC1,***
2. ***des renseignements permettant d'évaluer les capacités professionnelles, techniques et financières du candidat ou l'imprimé DC2,***
3. ***le candidat pourra également fournir au stade des candidatures, sans qu'il ne lui soit fait préjudice en cas d'absence, les pièces visées aux articles R2143-6 à R2143-10 du code de la commande publique.***
Si ces pièces ne sont pas fournies à ce stade, elles seront demandées au candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché en application de l'article 8 du présent règlement de la consultation.

Pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques et financières, l'opérateur économique est invité à fournir les renseignements et /ou documents suivants :

- Déclaration concernant le **chiffre d'affaires** global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles.
- Attestations d'**assurance** pour les risques professionnels décennale et responsabilité civile.
- Déclaration indiquant les **effectifs** moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années ainsi que les titres et qualifications des personnels.
- Déclaration indiquant l'**outillage, le matériel et l'équipement technique** dont le candidat dispose pour la réalisation de marchés de même nature.
- Présentation d'une **liste des principaux travaux exécutés** au cours des trois dernières années (correspondant à l'objet du présent marché), appuyée d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants. Les attestations indiqueront le montant, la date et le lieu d'exécution des travaux et préciseront s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin.
- **Certificats** établis par des services chargés du contrôle de la qualité et habilités à attester la conformité des prestations par des références à certaines spécifications techniques.

NOTA : Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques (sous-traitants) sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, l'opérateur économique se portant candidat produit les mêmes documents concernant lesdits opérateurs économiques que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur dans la candidature. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités desdits opérateurs économiques pour l'exécution du marché, l'opérateur économique se portant candidat produit un engagement écrit de chacun de ces opérateurs économiques.

A titre indicatif, certaines des informations demandées ci-dessus sont reprises dans les formulaires "Lettre de candidature DC1", "Déclaration du candidat DC2" (Tous ces documents sont téléchargeables à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat>).

Le document Unique de Marché Européen (DUME) :

Conformément à l'article R2143-4 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur accepte que le candidat présente sa candidature sous la forme d'un document unique de marché européen établi conformément au modèle fixé par le règlement de la Commission européenne établissant le formulaire type pour le document unique de marché européen susvisé, en lieu et place des documents mentionnés à l'article R2143-3 du code précité.

Marche à suivre pour compléter le DUME :

- Rendez-vous sur le site <https://dume.chorus-pro.gouv.fr/>
- Cliquez sur le bouton « entreprise »
- Cliquez sur « Créer un DUME »
- Complétez votre identifiant et votre pays et cliquez sur suivant.
- Parcourez le formulaire et répondez aux questions des différentes parties.
- Le pouvoir adjudicateur autorise le candidat à déclarer qu'il satisfait aux conditions de participation, sans fournir d'informations particulières sur celles-ci en application du code de la commande publique. Dès lors, à la question « Je souhaite remplir les critères de sélection tels que mentionnés dans les documents de la consultation » répondez « non ».
- Si vous répondez à l'ensemble des critères de sélection, cochez la case correspondante.
- Après avoir complété l'entièreté du formulaire, cliquez sur « Aperçu » pour visualiser le formulaire. Ensuite, cliquez sur « finaliser ». Vous pourrez exporter le DUME en format pdf. ou XML.

Les opérateurs économiques peuvent réutiliser un DUME qui a déjà été utilisé dans une procédure antérieure, à condition qu'ils confirment que les informations qui y figurent sont toujours valables.

Le pouvoir adjudicateur n'autorise pas les candidats à se limiter à indiquer dans le document unique de marché européen qu'ils disposent de l'aptitude et des capacités requises sans fournir d'informations particulières sur celles-ci.

Les candidats devront donc fournir à l'appui du Document Unique de Marché Européen, les certificats des capacités économiques, financières et techniques mentionnés ci-dessus.

Le candidat justifie de ses qualifications en présentant les certificats stipulés ci-dessus ou par tout moyen équivalent, notamment par des certificats d'identité professionnelle ou des références attestant de la compétence de l'entreprise à réaliser la prestation pour laquelle elle se porte candidate.

En cas de groupement d'entreprises, l'appréciation des conditions de participation est globale, le dossier de candidature devra comporter, outre les pièces demandées ci-dessus, une habilitation expresse du mandataire par ses cotraitants.

Si les documents fournis par le candidat ne sont pas établis en langue française, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

5.2 - Au titre de l' « offre »

- **Un pouvoir de signature**, daté et signé + cachet de la société si le signataire n'est pas le président, directeur de la société candidate,

- **Le cahier des clauses administratives particulières** (C.C.A.P.) : cahier ci-joint à accepter sans aucune modification daté et signé ;
- **Le cahier des clauses techniques particulières** (C.C.T.P.) : cahier ci-joint à accepter sans aucune modification daté et signé ;
- **Le Bordereau des prix unitaires** complété, daté, et signé ;
- **Le Détail quantitatif estimatif** complété, daté, et signé ;
- **Un mémoire technique** justificatif et explicatif, précisant la méthodologie envisagée par l'entreprise pour l'accomplissement des interventions comprises dans le marché, l'organisation des moyens techniques, humains et les procédés mis en œuvre pendant les travaux.
Le candidat précisera également les dispositions adoptées pour l'exécution des travaux par rapport à la circulation en terme organisationnel, opérationnel et phasage des travaux. Il décrira l'organisation et la gestion des visites domiciliaires et leurs remises au plus tard avant la fin de la période de préparation de chantier. Un modèle de visite domiciliaire devra être fourni.
Les délais d'exécution des prestations, la provenance des principales fournitures et éventuellement les coordonnées des fournisseurs, la gestion des déchets, l'installation de chantier, les mesures d'hygiène prévues, les mesures en faveur du développement durable, etc., devront être mentionnés.
De plus, la bonne connaissance du site de réalisation des travaux doit être retranscrite dans le mémoire technique du candidat.
Le mémoire technique pourra être complété par toute information que le candidat souhaite apporter pour valoriser les éléments de son offre.
- **Un planning prévisionnel très détaillé intégrant les validations ENEDIS et ORANGE**
- **L'attestation de visite** signée par le représentant de la ville.

5.3 – Visite sur site

Une bonne connaissance du site de l'opération s'avérant nécessaire, **une visite est obligatoire** pour répondre à la consultation.

Les visites obligatoires réalisées par le maître d'œuvre de l'opération, M. Rouillard (mail : bet.acteon@wanadoo.fr) :

- **Le 23 juin 2020 à 14 heures**
- **Le 26 juin 2020 à 9 heures**

Les candidats doivent se rendre pour le rendez-vous à l'angle de la rue Saint Lazare et rue de Villiers-Adam **munis de l'attestation de visite jointe au DCE.**

Cette bonne connaissance devra être retranscrite dans le mémoire technique des candidats.

Les candidats seront réputés connaître parfaitement ceux-ci, s'être entourés de tous renseignements, avoir vu et jugé sous leur seule responsabilité, toutes les sujétions éventuelles, non précisées dans les documents de la consultation.

Nota COVID-19 : La ville considérant qu'une visite sur site étant essentielle aux réponses des candidats, la visite sur site sera adaptée aux circonstances sanitaires actuelles. Il sera donc demandé

aux candidats de venir sur place munis d'un masque et de porter une attention particulière aux obligations de distanciation physique.

Article 6 : Sélection des candidatures et Jugement des offres

6.1 - Critères de jugement des candidatures

Dans le cas d'absence d'une ou plusieurs pièces devant figurer dans le pli contenant la candidature, détaillées à l'article 5.1, le pouvoir adjudicateur pourra demander à tous les candidats de compléter leur dossier, dans un délai de 5 (cinq) jours ouvrables à compter de la réception de la demande faite par courrier électronique ou fax.

Les documents demandés dans le cadre d'une régularisation seront transmis à la Ville sur support papier (courrier ou télécopie) ou par voie électronique

A défaut de production du ou des documents demandés dans le délai fixé, la candidature sera déclarée irrecevable.

Les candidats qui ne peuvent soumissionner à un marché en application des dispositions des articles L2141-1 à L2141-5 du code de la commande publique ou qui, le cas échéant après mise en œuvre des dispositions figurant ci-dessus, produisent des dossiers de candidature ne comportant pas les pièces mentionnées à l'article 5.1 du présent règlement de la consultation, ne sont pas admis à participer à la suite de la procédure de passation du marché.

Ne seront pas admises lors de l'ouverture par le Pouvoir Adjudicateur :

- les candidatures qui ne présentent pas de garanties et capacités techniques, professionnelles et financières suffisantes pour exécuter le marché.

6.2 - Critères de jugement des offres

Le pouvoir adjudicateur sélectionne l'offre économiquement la plus avantageuse conformément aux dispositions de l'article R2152-7 du code de la commande publique.

Les critères intervenant au stade du jugement des offres sont indiqués ci-dessous et pondérés de la manière suivante :

Libellé	%
1-Prix	40
2- Valeur technique	60

Chaque critère donnera lieu à l'attribution d'une note qui sera elle-même pondérée de la manière indiquée ci-dessus. L'addition des 2 notes ainsi pondérées, permettra, sur chaque offre, l'attribution d'une note globale à l'entreprise. **C'est la note globale** qui permettra d'obtenir, au terme de l'analyse, un classement des offres, qui guidera le choix du pouvoir adjudicateur.

Les offres seront analysées et notées au regard de ces 2 critères décomposés comme suit :

6.2.1. Sur le prix 40%:

Le niveau de prix proposé par l'entreprise, dans le cadre du détail quantitatif et estimatif (D.Q.E). L'offre qui présente le prix en euros le moins élevé se voit attribuer la note la plus élevée.

Les autres offres sont notées proportionnellement à l'offre la moins élevée selon la formule :

$$NP = NO \times (PO / P)$$

NO : note maximale de l'offre la mieux placée
NP : note de l'offre considérée
PO : prix de l'offre la mieux placée
P : prix de l'offre considérée

puis application de la pondération : $NPP = CO \times NP$

CO : coefficient de pondération
NPP : note pondérée de l'offre considérée
NP : note de l'offre considérée

Concernant le critère prix :

Lors de l'examen des offres, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de se faire communiquer les décompositions ou sous détail des prix, ayant servi à l'élaboration des prix, qu'il estimerait nécessaires.

Les opérateurs économiques qui remettent une offre ne peuvent émettre aucune réserve sur le contenu du dossier de consultation. Toute offre contrevenant à cette disposition sera rejetée par le pouvoir adjudicateur.

6.2.2. Sur la valeur technique 60% :

Le critère valeur technique est décomposé comme il suit :

Sera analysée la qualité de la méthodologie envisagée par l'entreprise pour l'accomplissement des interventions comprises dans le marché, l'organisation des moyens techniques, humains et la qualité des procédés qu'il se propose de mettre en œuvre pendant les travaux.

La valeur technique sera aussi appréciée à partir du mémoire technique détaillé présentant les dispositions que le candidat se propose d'adopter pour l'exécution des travaux par rapport à la circulation en terme organisationnel, opérationnel et phasage des travaux.

Plus spécifiquement la méthodologie et la gestion de la relation avec les services ENEDIS et ORANGE devra être décrites avec son phasage opérationnel insérés dans le planning fourni lors de la remise de l'offre. Ce phasage devra respecter les délais d'instruction demandés par ces 2 concessionnaires.

Le planning devra être détaillé et comprendre notamment, les rendez-vous avec ENEDIS et Orange (réception génie civil, vérification électrique par un organisme de contrôle (mesure de l'article 13, attestation de conformité, Attestation d'achèvement de travaux, Possibilité de Mise en Exploitation d'un ouvrage de distribution (PMEO), l'Avis de Mise Hors Exploitation d'un ouvrage de distribution d'énergie électrique (AMHE) signé par ENEDIS), délai de fourniture des plans de récolement (en lambert 2 pour Orange) et conformément aux demandes des concessionnaires).

Sera examinée la description de l'organisation et la gestion des visites domiciliaires et leurs remises au plus tard avant la fin de la période de préparation de chantier. Un modèle de visite domiciliaire devra être fourni.

Seront aussi évalués les délais d'exécution des prestations, la provenance des principales fournitures et éventuellement les coordonnées des fournisseurs, la gestion des déchets, l'installation de chantier, les mesures d'hygiène prévues, etc.

Ainsi que les mesures prises par la ou les entreprise(s) pour laisser l'accès libres aux riverains de la rue Saint Lazare dans le tronçon concerné par les travaux.

Enfin le pouvoir adjudicateur sera attentif aux questions de développement durable dans l'offre des candidats.

La notation de la valeur technique sera sous-détaillée comme il suit :

Valeur technique	60%
<i>Une note indiquant les moyens que l'entreprise s'engage à mobiliser pour l'exécution de cette opération : le personnel permanent d'encadrement et d'exécution prévu avec mention de leurs qualifications, ainsi que la liste du matériel disponible et spécifique pour la mise en œuvre et la parfaite réalisation des travaux du marché</i>	15 pts
<i>Des indications concernant la provenance des principales fournitures et, éventuellement, les références des fournisseurs correspondants</i>	5 pts
<i>Un mémoire méthodologique, programme d'exécution des ouvrages indiquant de façon détaillée la durée des différentes phases du chantier et un planning prévisionnel de préparation et d'exécution. Seront jugés le délai global de réalisation phase par phase ainsi que la cohérence des cadences et des moyens associés</i>	15 pts
<i>Une note détaillée sur les mesures prévues pour assurer la sécurité et l'hygiène sur le chantier</i>	5 pts
<i>Une note décrivant le dispositif et les moyens mis en place afin d'intervenir 7j/7 et 24h/24 en cas de problème sur le chantier</i>	5 pts
<i>Une note analysant les contraintes environnementales et explicitant les dispositions prises en termes de circulation (le marché pour occasionner le moins de gêne, la prise en compte des riverains, de la desserte des écoles, des livraisons, ramassage des ordures ménagères, circulation des bus, moyens mis en place pour garder les voies publiques et d'accès propres etc.)</i>	10 pts
<i>AMIANTE : La méthodologie d'intervention que la ou les entreprises se proposent de mettre en œuvre pour les travaux de désamiantage des enrobés ou des canalisations amiantées dans l'hypothèse où lors des travaux il serait découvert de l'amiante</i>	5 pts
<i>HAP : La méthodologie d'intervention que la ou les entreprises se proposent de mettre en œuvre pour les travaux pour retirer les HAP dans les enrobés contenus dans le rapport Amiante et HAP</i>	5 pts
<i>La démarche qualité que l'entreprise compte suivre pendant les phases de travaux et les moyens de signalisation et les moyens de contrôle interne mis en œuvre</i>	10 pts
<i>Une note expliquant les mesures prévues par le candidat, pour assurer le bon déroulement, le suivi et la traçabilité de l'élimination des déchets du chantier, en conformité avec l'article L.541-2 du Code de l'Environnement, appelée SOGED – Dispositions préparatoires : Dans ce document, l'entreprise expose et s'engage sur les dispositions préparatoires suivantes :</i> <ul style="list-style-type: none"> ○ Les modes de transport par lesquels seront acheminés les déchets ○ Les centres de stockage ou centres de regroupement ou unités de recyclage ou lieu de réutilisation où seront acheminés les différents déchets à évacuer ○ Les méthodes qui seront utilisées pour ne pas mélanger les différents types de déchets. ○ Les moyens de contrôle, de suivi et de traçabilité qui seront mis en œuvre pour les travaux et le transport 	5 pts

<i>Appréciation générale sur la forme et le fond du dossier technique remis (Qualité de la présentation du dossier, degré de personnalisation et de précision des informations fournies) Notamment pour ce qui concerne la gestion quotidienne de jour comme de nuit des accès (Plan, moyens mis en œuvre, moyens d'information des riverains avant le démarrage des travaux)</i>	20 pts
---	--------

La note obtenue pour le critère valeur technique est obtenue de la façon suivante :

N : Note de critère « valeur technique » du candidat

$N = 60\% \times \text{Total des points obtenus au titre de la valeur technique}$

6.3 – Négociation

En application de l'article R 2123-5 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de négocier le contenu des offres avec les candidats.

Le pouvoir adjudicateur pourra négocier avec les 3 candidats les mieux classés après analyse selon les critères fixés à l'article 6.2 du présent règlement de la consultation. Il se réserve la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales sans négociation.

La négociation a pour but d'optimiser les offres acceptables aux regards des critères définis ci-dessus. Les candidats peuvent ainsi être amenés à préciser, compléter ou modifier leur offre, sans modification substantielle des conditions initiales de la concurrence.

La négociation ne peut porter que sur l'objet du marché et elle ne peut pas modifier substantiellement les caractéristiques et les conditions d'exécution du marché telles que définies dans les documents de la consultation.

La négociation pourra porter sur tous les éléments de l'offre (le prix ou d'autres critères).

La négociation peut comporter plusieurs phases.

La négociation est conduite dans le respect du principe d'égalité de traitement de tous les candidats et les informations données aux candidats ne peuvent être de nature à avantager certains d'entre eux.

Le pouvoir adjudicateur ne peut révéler aux autres candidats des solutions proposées ou des informations confidentielles communiquées par un candidat dans le cadre de la négociation sans l'accord de celui-ci.

Le pouvoir adjudicateur choisit enfin l'offre économiquement la plus avantageuse à l'issue de la négociation.

Article 7 : Conditions d'envoi ou de remise des plis par voie électronique

Depuis le 1^{er} octobre 2018, les opérateurs économiques doivent transmettre obligatoirement leur offre par voie électronique.

Cette transmission sera réalisée sur la plateforme profil acheteur de la Ville: <http://www.marches-publics.info>

La transmission des offres par messages électronique (sur la boîte mail du service des marchés publics, par exemple) n'est pas autorisée.

Sauf demande expresse, la transmission des documents sur un support physique électronique (CDROM, USB ou tout autre support matériel) n'est pas autorisée.

Transmission électronique :

Les frais d'accès au réseau et le recours à la signature électronique sont à la charge du candidat.

Pour éviter la survenance d'aléas au cours de la transmission des plis, les candidats ont la possibilité de consulter sur le profil acheteur les prérequis techniques.

Le pouvoir adjudicateur attire l'attention des candidats sur les délais de téléchargement et de chiffrement inhérents à la transmission électronique des offres via la plate-forme, en fonction de la taille de l'offre déposée, des capacités techniques du matériel, du type de raccordement à Internet, du trafic sur le réseau Internet.

Présentation des dossiers et format des fichiers :

La transmission par voie électronique de l'offre devra respecter les conditions de forme applicables à la transmission d'un support papier.

A ce titre, le fichier comprenant les documents de la candidature doit s'intituler « candidature-nom de l'entreprise ». Le fichier comprenant les documents de l'offre doit s'intituler « offre-nom de l'entreprise ».

Formats des fichiers :

Les candidats doivent respecter les recommandations suivantes :

- o Les formats des fichiers doivent être « compatibles » PC ;
- o les formats des fichiers acceptés sont les suivants : Word, Excel, Adobe Acrobat ;
- o ne pas utiliser certains formats, notamment les “.exe”, les formats vidéo, autocad ;
- o ne pas utiliser certains outils, notamment les “macros” ;
- o faire en sorte que l'offre ne soit pas trop volumineuse.

Signature :

En application de l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique, la signature électronique n'est pas requise dans le cadre du présent marché public. Le pouvoir adjudicateur demandera au candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché de fournir les pièces de l'offre avec signature manuscrite originale.

En cas de signature électronique, il est recommandé aux candidats de vérifier leur certificat de signature et leur conformité aux exigences de l'arrêté du 22 mars 2019.

Attention, si plusieurs documents sont introduits dans un seul fichier (type ZIP) ils devront faire l'objet d'une signature individuelle préalable avec un outil approprié si le règlement de consultation exige la signature de ces pièces.

En cas de groupement, chaque membre doit signer ses propres documents.

Copie de sauvegarde :

Les candidats ont la faculté de faire parvenir au pouvoir adjudicateur une copie de sauvegarde sur support physique électronique ou sur support papier. Les candidats qui effectuent à la fois une transmission électronique et, à titre de copie de sauvegarde, une transmission sur support physique électronique ou sur support papier, doivent faire parvenir cette copie avant la date limite de remise des plis.

Si les candidats ont fait parvenir, dans le délai imparti, une copie de sauvegarde, elle peut être ouverte en lieu et place du pli électronique. Cette copie de sauvegarde doit être placée dans un pli scellé comportant les mentions suivantes :

« Copie de sauvegarde – intitulé du marché – Nom ou dénomination du candidat ».

Cette copie de sauvegarde doit être adressée à : VILLE DE L'ISLE-ADAM - Services Marchés Publics - 1 Avenue de Paris - BP 90083 - 95290 L'ISLE-ADAM.

Le candidat qui dépose sa copie de sauvegarde en main propre contre récépissé, le fait les jours ouvrés suivants, à l'adresse ci-dessus: du lundi au vendredi : 8h30 - 12h00 / 13h30 - 17h30 (17h00 le vendredi) sauf le dernier jour de remise des plis 12h00, heure limite impérative.

La copie de sauvegarde ne peut être ouverte que dans les cas suivants et sous réserve que la copie de sauvegarde soit parvenue dans les délais et identifiée comme telle :

- Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans la candidature ou l'offre transmise par voie électronique. La preuve de cette malveillance est conservée ;
- Lorsqu'une candidature ou une offre a été transmise par voie électronique et n'est pas parvenue dans les délais ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la copie de sauvegarde soit parvenue dans les délais ;
- Lorsqu'une offre a été transmise par voie électronique et n'a pu être ouverte.

Virus :

Les candidats doivent s'assurer que les fichiers transmis ne comportent pas de virus.

La réception de tout fichier contenant un virus entraînera l'irrecevabilité de l'offre. Si un virus est détecté, le pli sera considéré comme n'ayant jamais été reçu et les candidats en seront avertis grâce aux renseignements saisis lors de leur identification. Dans ces conditions, il est conseillé aux candidats de soumettre leurs documents à un anti-virus avant envoi.

Matérialisation :

A l'issue de l'ouverture des plis, la candidature et l'offre de l'entreprise déclarée attributaire feront l'objet d'une matérialisation qui aura pour effet de transformer l'offre électronique en offre papier. L'offre ainsi matérialisée donnera lieu à la signature manuscrite du marché entre les parties.

Horodatage :

Les plis transmis par voie électronique sont horodatés. Après le dépôt du pli sur la plateforme, un accusé de réception est adressé au candidat par courrier électronique, donnant à son dépôt une date et une heure certaines, la date et l'heure de fin de réception faisant référence.

Pour l'horodatage, le fuseau horaire de référence est : GTM/UTC +1.

Les dossiers qui parviendraient après la date et l'heure limites fixées en page de garde du présent document ne seront pas retenus.

Assistance :

En cas de survenance d'un problème technique ou lié à l'utilisation de la plateforme, les candidats sont invités à se rapprocher du support technique AWS : support « Fournisseurs » : 08 92 14 00 04 ou support-entreprises@aws-france.com (voir également l'aide en ligne : <https://www.marches-publics.info/pratique-assistance.htm>).

Article 8 : Attribution du marché

Conformément à l'article R2144-4 du code de la commande publique, le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché devra justifier ne pas être dans un cas d'interdiction de soumissionner en produisant les documents visés aux articles R 2143-6 à R2143 -10 du code précité.

Afin d'accélérer les délais de procédure, les candidats peuvent produire ces documents et informations dès le dépôt des plis.

Le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché produira dans un délai de 5 jours à compter de la demande du maître d'ouvrage, les pièces visées aux articles R 2143-6 à R2143 -10 du code de la commande publique à savoir notamment :

- une attestation délivrée par tout organisme compétent établissant que le titulaire est à jour de la fourniture de ses déclarations sociales et fiscales, et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale, datée de moins de 6 mois.
- Le cas échéant, le candidat produit en outre les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du code du travail.
- un extrait du registre pertinent, tel qu'un extrait K, un extrait Kbis, un extrait D1 ou, à défaut, d'un document équivalent délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente du pays d'origine ou d'établissement du candidat, attestant de l'absence de cas d'exclusion.

- Lorsque le candidat est en redressement judiciaire, le candidat produit la copie du ou des jugements prononcés.

*Nota : Le marché ne pourra être attribué au candidat retenu que si celui-ci produit les pièces mentionnées aux articles R 2143-6 à R2143 -10 du code de la commande publique dans un **délai de cinq jours francs à compter de la réception de la demande de la ville**. L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le candidat produise ces pièces.*

Article 9 : Renseignements complémentaires

Pour obtenir tous renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir au plus tard **7 jours** avant la date limite de remise des candidatures et des offres, une demande écrite via la plateforme de dématérialisation à l'adresse suivante <http://www.marches-publics.info>.

Une réponse sera alors adressée, par écrit, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier, 5 jours au plus tard avant la date limite de réception des offres.